

De la nécessité d'objectifs horizons... pour ne pas devenir « Munichois ».

Décidemment, Sarko n'en loupe pas une ! Par Chatel interposé (ex-l'Oréal, parachuté ministre de l'éducation nationale), il communique sur un projet dit de modifications des rythmes scolaires, avec (en gros) cours théoriques le matin et sport l'après-midi. Le professeur d'éducation physique que j'ai été toute ma vie durant (certes avec des temps partiels, liés à d'autres aventures) devrait sauter de joie. Et bien non ! Au contraire, je gronde de colère intérieure, comme l'orage qui est en train de s'abattre sur ma cabane en côtes rôties. Vieux con à la retraite, je n'ai plus envie de discuter le contenu de l'annonce en lui-même, mais plutôt nos difficultés face aux pièges réguliers, que nous tend Sarko, en partant de problèmes réels - ici les difficultés de nombre d'élèves dans certains établissements scolaires - pour finir par imposer sa politique rétrograde, ségrégationniste et défaitiste en matière d'éducation... comme ailleurs.

Je ne développerai même pas l'argument massue de l'utilisation rationnelle des installations sportives, qui seront inutilisées tous les matins, alors qu'elles sont déjà très insuffisantes pour accueillir tous les élèves sur l'amplitude entière de la journée. Pourtant, un gymnase coûte, environ, un million d'euros. Je ne parlerai pas de la confection des services d'enseignants ne travaillant que le matin ou l'après-midi. Je ne tartinerai pas, non plus, sur le danger évident d'externalisation de l'EPS (éducation physique et sportive) hors de l'école, au sens institutionnel et symbolique du terme. Je ne rappellerai pas, non plus, les X expériences de ce type de dispositif, dont la plus ancienne que je connaisse date de 1958. Ces tentatives ont été plus ou moins sympas tant que l'énergie propre aux expériences était là. Mais dès que leur généralisation a été sérieusement étudiée, elles ont vite montré leurs limites, puis elles sont mortes de leur belle mort, démontrant ainsi l'erreur systémique dont elles étaient issues. Enfin, je ne dirai rien des Länder Allemand, qui s'interrogent, les uns après les autres, sur ce fonctionnement dichotomique.

Non ! Je voudrais, à partir ce piège Sarkozyen, tenter de montrer en quoi « des objectifs horizons » nous sont plus que jamais indispensables face à de telles propositions ; objectifs que nous n'atteindrons jamais (ou du moins pas dans l'immédiat), mais qui, seuls, peuvent donner sens à nos actions actuelles. Sinon, nous allons nous transformer, peu à peu, en « Munichois » de la revendication, oubliant les énormes potentiels de notre pays et de ses habitants.

En ce qui me concerne, sur cette question, mes objectifs horizons sont :

1. Remettre fondamentalement en cause la tendance à la déscolarisation qui sévit dans notre pays depuis de trop nombreuses années. Moins un élève passe de temps à l'école, plus il est victime de toutes les ségrégations sociales possibles. Le moins d'école pose très peu de problèmes aux fils et filles des classes aisées, qui savent très bien organiser le post scolaire ; y compris en recréant du pseudo-scolaire, à grands coups d'options facultatives, de cours privés, etc... Je propose donc – contrairement aux défaitistes – **d'augmenter le temps de présence des élèves au sein de l'école** (mais en tenant compte des temps de transports contraints)... Évidemment, il s'agit ici d'être « sous la responsabilité de l'école » et pas nécessairement physiquement au sein des murs de l'école ; certaines activités pouvant se dérouler dans d'autres lieux : gymnases, théâtres, musées, etc. (voir « Décider dans l'école », Chronique sociale/2001)

2. Créer les conditions pour que l'acte d'enseigner (l'activité des profs) et celui d'apprendre (l'activité des élèves) évoluent radicalement au sein de tous les établissements ; et ce de la maternelle à l'Université. Si apprendre ne se résume pas à écouter un prof qui parle en tentant de prendre des notes, mais prend des formes multiples, de plus en plus actives, les rythmes de vie changent au sein de l'école, car les formes de travail changent. **La question de fond n'est pas le volume horaire de présence de l'élève à l'école, mais bien l'équilibre entre les types d'activité de cet élève.** Attention, à ne pas confondre les types d'activités de l'élève avec les disciplines scolaires ; les deux ensembles ne se superposent pas. Voir « École en progrès, mais pourrait mieux faire ! » (SEDRAP/1996). Les apprentissages par l'action ne sont pas réservés à l'EPS, ni la manipulation de concepts abstraits aux mathématiques.

3. Lancer une véritable réforme de la formation initiale de tous les personnels de l'éducation nationale. Jusqu'à cette année, leur formation professionnelle était très limitée ; disons moins importante que celle d'un gardien de la paix. Pourtant les profs n'étaient pas si mauvais que cela, mais c'était grâce à des formations « hors curriculum officiel ». Depuis la nouvelle réforme, toutes les conditions sont réunies pour que la catastrophe annoncée se produise. Tous les responsables à tous les niveaux du système éducatif sont persuadés que l'E.N. va dans le mur, mais pourtant le « Titanic » continue sur sa trajectoire. Pour ceux qui ont des envies d'en savoir plus sur ce pourrait être le squelette du vraie F.I., voir le projet que j'ai publié sur Internet, il y a un an « Pour un plan B » et même ce que cette formation initiale a pu être à l'UFRSTAPS/IUFM de Lyon lire « Débuter dans l'enseignement » (ESF/2006).

4. Lancer un vaste plan de formation continue des personnels déjà en place. Objectif qualitatif : en dix ans, tous les intervenants sont concernés par une formation lourde et tous ont accès à une formation annuelle significative. L'échec des MAFPEN ne doit pas servir d'alibi pour enterrer cette absolue nécessité. Une étude fine du fonctionnement de ce qui a été une formation continue de masse des enseignants d'EPS au sein de l'académie de Lyon, entre 1974 et 1990 (en gros), peut donner des pistes à ceux qui en manquent, autant par ses réussites que par ses limites.

5. Lancer une réflexion urbanistique et architecturale sur l'école comme lieu d'apprentissage et de vie, avec les mairies, les départements et les régions ; évidemment aidés financièrement par l'état. Les locaux scolaires actuels - très inégaux d'une collectivité à l'autre et d'un établissement à l'autre - ne sont ni adaptés à tous les types d'apprentissages, ni à tous les types d'activités qu'un élève devrait pouvoir vivre dans un temps scolaire agrandi. Dans ce cadre, le retard historique pris sur la construction des « salles de classes spécialisées » des matières dominées, comme l'EPS, la musique, les arts plastiques, etc. devrait être résorbé. Dans le même temps, les salles « classiques » devraient évoluer pour permettre des apprentissages beaucoup plus actifs. Voir les propositions illustrées en images, diffusées dans l'émission « Campus N°8 », sur France 3 RAA, en juin 1990... qui n'ont pas pris une ride (de mon point de vue).

6. Revenir sur la suppression de la carte scolaire et mettre en place un dispositif (y compris contraignant sous une certaine forme) qui affiche comme objectif stratégique pour notre pays et sa jeunesse : **la mixité sociale est une richesse à la condition d'y mettre les moyens.** Ces moyens sont qualitatifs ; notamment en termes de formation des personnels, mais aussi, et peut-être surtout, en volonté politique.

Ils sont aussi quantitatifs. Il est évident, pour qui visite certains collèges de banlieues populaires, que les difficultés scolaires actuelles sont, en grande partie, la conséquence de la pauvreté et de la ségrégation sociale... et urbanistique. Si changer une ville peut mettre plus de dix ans, créer ou modifier un système de ramassage scolaire est bien plus rapide, à condition d'oser le vouloir. La solution n'est en rien dans une « discrimination positive », qui consiste à offrir de bonnes conditions d'études, à une mini-élite, issue des classes défavorisées ; ce qui ne règle rien sur le fond et, au contraire, accentue la ghettoïsation des plus pauvres. En revanche, l'immersion des élèves, venant de milieux les plus aisés, au sein d'établissements scolaires brassant toutes les couches de la population serait d'une autre richesse... Reste la question de l'enseignement privé... qui va bien devoir comprendre, un jour, que la « charité » existe.

7. Renégocier progressivement les conditions d'intervention des personnels au sein d'un temps scolaire agrandi. De la même façon que j'ai rarement vu un élève rester longtemps en « crise » face au constat de ses propres progrès, je suis persuadé que les profs et autres personnels de l'éducation nationale sont comme tous les autres êtres humains. « Ils ont besoin de voir le bout de leurs actes » (Yves Clot). L'objectif horizon pourrait être ici : « **avoir le temps de travailler autrement et ainsi d'être plus heureux, parce que plus efficaces, mieux reconnus et, évidemment, mieux payés** ».

8° Lancer un plan de recrutement pluriannuel de personnels titulaires (et super formés) qui permette de mettre à côté des élèves un nombre d'adultes nettement plus nombreux, donc des effectifs d'élèves en baisse, et d'autre part rende crédible un temps scolaire allongé. Par exemple, le dogme (très théorique) de l'enseignement primaire : un enseignant = une classe, devient caduque... ce qu'il est déjà souvent dans la réalité.

9° Casser la tirelire de l'état en faveur de l'éducation de nos concitoyens. Je ne développerai ici pas cette proposition qui va à contre-pied des discours dominants de la médiacratie actuelle sur la dette, etc. Le débat est bien plus vaste. Mais je rappellerai cependant la recommandation très récente de l'OCDE (organisme qui n'est pas ordinairement connu pour être à la gauche de la gauche), demandant aux pays en train de se coucher devant « les marchés », à grand coup de plan de rigueur, de ne surtout pas compresser les crédits alloués à l'éducation, car l'avenir.... etc.

Pour conclure, je schématiserai simplement l'un des enjeux par ce constat. On fait une réforme de la formation des profs tous les vingt ans, pour des enseignants qui travaillent quarante ans, devant des élèves qui vont travailler quarante ans... et plus. Ce qui se joue aujourd'hui aura donc des répercussions, au moins, sur un siècle...

Alors, SVP, PetitNico peux-tu jouer à d'autres jeux que celui des propositions pièges à cons, du style « Cours théoriques le matin... et sport l'après-midi » !

La France n'est pas ta cour de récréation !

Jean Paul Julliard

Retraité énervé... encore pour quelques temps.